

De : François Nicolas <fnicolas@ens.fr>

Objet : **Qui-vive (15-05-11)**

Date : 15 mai 2011 21:37:08 HAEC

À : 2009@egalite68.fr

7 pièces jointes, 981 Ko

Enregistrer

Diaporama



Qui vive ? مَنْ الْقَادِمُ ؟ [ *mani\_l-qâdim ?* ]

dimanche 15 mai 2011 : <http://www.egalite68.fr/Qui-vive/15-05-11.pdf>

#### Points du jour :

- Égypte
  - De mauvaises nouvelles
- Palestine
- Yémen
  - Gloire aux paysans!
- Maroc
  - Tensions politiques

#### Divers

- Un nouvel internationalisme : Sao Paulo avec l'Ens!
- Inde : Les Naxalites

### ÉGYPTE

#### De mauvaises nouvelles

Cela date de quelques jours (voir le blog de Sylvie Nony)

9 mai 2011 par snony

Le sort d'une femme est en train d'embraser l'Égypte. S'agit-il d'un soudain intérêt pour les droits de la femme dans ce pays ? Rien n'est moins sûr car ce sont d'abord des histoires de conversions religieuses. S'agit-il alors de conflits strictement religieux ? Là encore, les doutes sont permis et il semble bien qu'une certaine contre-révolution, joue, depuis trois mois et chaque fois qu'elle le peut, la carte de la fitna.



L'histoire actuelle a commencé en juillet 2010. Une femme de prêtre (copte), en conflit avec son époux, disparaît pendant quelques jours. On dit qu'elle s'est convertie à l'islam afin de pouvoir divorcer (ce qui est vraisemblable mais non vérifié). Elle est retrouvée quelques jours plus tard mais aurait été enfermée dans une église par sa communauté. Depuis on assiste régulièrement à des manifestations de musulmans qui réclament la libération de Camélia devenue musulmane, et à des manifestations de chrétiens qui soupçonnent que la conversion de Camélia était forcée. Des imams, des prêtres, des prêcheurs télévisuel (comme Selin Awa sur la chaîne Al-Jazeera) ont continué à souffler sur les braises et de nouvelles manifestations ont continué d'opposer musulmans et chrétiens sur cette question. Un autre débat a grandi dans le pays sur les rôles respectifs de l'état et de l'Eglise : le premier a-t-il une obligation de protection des individus ou la deuxième a-t-elle un droit inaliénable à récupérer « les brebis égarées ». On le voit, les droits de la femme sont très très loin de ce débat, peut-être même ceux de l'homme. Une émission d'al-Jazeera [ma wara' al-khabr](#) (en arabe) faisait le point en septembre 2010 de tous ces développements. Une autre en anglais [ici](#).

L'affaire a pris un tour nouveau, à mon avis, vendredi 29 avril dernier, où une manifestation de salafistes a rassemblé plusieurs

milliers d'entre eux, dans un geste dont l'objectif politique était évident. Partis de la mosquée al-Faou, ils se sont rendus à la mosquée al-Nour pour réclamer la démission du Mufti de la république, suite à la fatwa promulguée par celui-ci (il y a plus d'un an) interdisant le port du niqab lors des examens universitaires. Une centaine de femmes munaqqabées ont participé à ce siège de la fata', le logement du mufti. Le défilé s'est ensuite arrêté devant la cathédrale d'Abbaseiya, pour réclamer la « libération de Camélia ». Le reportage photo du journal [al-Youm al-Sâbe'](#) (descendre en bas de la page) montre que ce sont plusieurs milliers voire dizaines de milliers de personnes qui ont participé à ce défilé.

Certes musulmans comme chrétiens sont capables de s'enflammer spontanément pour de pareilles causes. Mais c'est justement la spontanéité qui ne semblait pas au rendez-vous vendredi dernier. Ces salafistes qui sortent de l'ombre depuis peu en Egypte, ont pour beaucoup connu les geôles de Moubarak. Malgré ou à cause de cela, on les voit de plus en plus souvent associés aux fameux baltagiya (hommes de main) dans les attaques contre les jeunes du 25 janvier.

Les nouveaux incidents de samedi soir semblent avoir pour point de départ, si ce n'est pour cause, l'apparition de Camélia à la télévision copte al-Hayat pour affirmer qu'elle n'avait jamais changé de religion ([video en arabe ici](#)). Deux heures plus tard, selon le site [Egyptian Chronicles](#), un tweet lançait un appel à se rendre à l'Eglise d'Imbaba qui se trouve sur l'avenue al-Louqsor. C'est cette église qui a été attaquée par les salafistes qui ont mis le feu au bâtiment et provoqué la mort de 9 coptes, des dizaines d'autres étant blessés.

Hier soir dimanche, les coptes se sont rassemblés devant Maspero,



la maison ronde de la radio égyptienne, comme ils l'avaient fait en mars lors des incidents de Soul, près d'Helwan et de ceux du Muqqtam. Le rassemblement était protégé par un double cordon de police puis par un cordon de coptes. Les slogans trahissaient une grande tension et on n'était plus tout à fait sur le « chrétiens-musulmans une seule main », même s'il figurait encore sur une grande banderole tendue devant le bâtiment (ci-dessus).

« Tu es copte, relève la tête » criaient le plus souvent les manifestants comme sur [cette vidéo](#). Je suis rapidement conduite vers un « enclos » tendu de cordes où sont rassemblées les femmes coptes (c'est la première manifestation où je vois une telle séparation). Des femmes m'expliquent ou plutôt me crient leur colère contre les salafistes mais aussi contre l'armée, accusée de complicité avec les salafistes. « Tu te rends compte, à la manifestation devant la cathédrale (le 29/05) on a vu des militaires leur fournir des bouteilles d'eau ! ». « Moi j'étais à Imbaba », enchaîne une autre, « j'ai vu les militaires qui ne bougeaient pas quand les salafistes nous attaquaient ». Elle m'affirme, avec d'autres témoins, qu'ils n'ont rien fait pour empêcher l'incendie, les pompiers restant bloqués en arrière de l'église, prétextant que la rue était trop étroite « tu parles, elle fait 8m de large ! ».



C'est donc le muchir Tantawi, chef du CSFA qui est accusé, comme sur cette pancarte qui lui dédiée « Tantawi, fils de Mubarak, la prison Tora t'attend ». (la prison Tora est celle où sont actuellement enfermés les dignitaires de l'ancien régime). On se souvient ici que pendant les 8 jours de sitt-in en mars, 15 jeunes coptes ont été arrêtés et condamnés par des tribunaux militaires à 3 ans de prison. « Mais Dieu est avec nous, m'affirme ma voisine. Il ne laissera pas faire ça ».

Je reste incompétente pour trancher la question du « camp de Dieu ». Mais il est sûr que la démarche suivie par les salafistes et leurs « alliés objectifs » que sont les sbires de l'ancien régime est en passe de réussir. Créer des troubles et des clivages dans la société égyptienne pour ramener un « régime fort » au pouvoir. Diviser les égyptiens et affaiblir la révolution.

C'est donc au « camp de la révolution » de trouver une riposte qui ne soit pas une simple réponse aux provocations. La partie s'annonce difficile tant les tensions sont aggravées aujourd'hui.

## PALESTINE

### Marche de la Nakba...

Précisions demain dans un *Qui-vive spécial Palestine*

## YÉMEN

### Gloire aux paysans!

Article du *Monde*

Comment les paysans de Jahachine sont devenus les pionniers discrets de la révolution yéménite

Tyrannisés par un proche du président du Yémen, les habitants d'un district rural ont été les premiers à protester pacifiquement à Sanaa  
Sanaa Correspondance

Ils sont des centaines, chaque jour, à arpenter les allées de la place du Changement. Ils chantent et ils brandissent des slogans hostiles au président Ali Abdallah Saleh et à son régime. Sur leur parcours, beaucoup d'entre eux passent, indifférents, devant une tente kaki. Au sommet y flotte le drapeau national, barré de l'exhortation " dégage ! ". L'intérieur est tapissé de motifs printaniers.

Une dizaine d'hommes sont là, allongés à même un bitume partiellement recouvert d'une couverture épaisse et d'une toile de plastique bleue. La tente des habitants de Jahachine est peu confortable, éclairée, le soir, d'une seule lumière blafarde. Ses occupants ne font pas de discours au pied de l'obélisque de la Sagesse, comme les autres protestataires, étudiants, militants ou leaders tribaux. La plupart d'entre eux sont analphabètes. Ils viennent d'un district où l'on naît paysan.

A Jahachine, à 200 kilomètres au sud de Sanaa, dans la province d'Ibb, on cultive le sorgho et le blé le dos courbé sur des outils en bois. On travaille et on obéit. Alors ces hommes hésitent à sortir, préférant l'intimité de leur bitume noir et sale à la foule déterminée des révolutionnaires. Cette tente qui laisse les manifestants sans réaction a pourtant une histoire. Cela fait dix-huit mois qu'elle se promène sur le parvis de la nouvelle université, bien avant qu'il ne soit rebaptisé place du Changement au fil de la révolution yéménite. Les habitants de Jahachine, un jour de l'hiver 2009, ont quitté leur district, en cachette, pour échapper à la tyrannie de leur cheikh. Mohammed Ahmed

Mansour y règne en maître absolu depuis plus de trente ans. Ses hommes en armes pillent, volent et saccagent. Ils font régner la terreur dans cette campagne fertile. Ceux qui osent s'opposer à eux vont croupir dans l'une des trois prisons privées du cheikh. A Jahachine, ce dernier jouit d'une totale impunité, car le vieil homme est aussi l'un des poètes préférés du président. Il est parvenu à façonner un petit territoire qui échappe au contrôle de l'Etat. Ses milices y collectent des impôts privés, d'argent ou de grains.

" Nous avons essayé d'attirer l'attention du gouvernement sur notre situation pendant des années, raconte Yahia Kassem Numan, allongé sous la tente. Nous lui avons dit "Réveille-toi !" Sans succès. Alors maintenant, nous lui disons "Dégage !". " Depuis dix-huit mois, chaque mardi, les habitants de Jahachine se sont rassemblés, pacifiquement, devant les bureaux du premier ministre ou devant le Parlement. Une pancarte à la main, ils ont réclamé justice. Au départ, ils étaient 350, aujourd'hui ils ne sont plus que 80. Les autres sont repartis vers Ibb ou Taëz, à la recherche d'un emploi.

" Au départ, certains se moquaient de nous, de notre petite tente et de nos pancartes en carton, se souvient Ali Mohammed Kassem. Des tribus nous disaient de tuer le cheikh pour régler notre problème, mais nous avons su résister au sentiment de la vengeance. " Aujourd'hui, bien des moqueurs ont installé leurs tentes à côté de celle des gens de Jahachine. Les membres des tribus, place du Changement, ont déposé leurs armes. " Ils sont venus nous remercier, car on leur a appris qu'il était possible de lutter avec patience et pacifiquement ", poursuit Ali Mohammed.

Désormais, ces paysans font figure de pionniers et de symboles de la révolution qui s'est répandue à travers tout le territoire. Ils ont été les premiers à adopter la technique du rassemblement pacifique, à ériger une tente et à dénoncer publiquement la violation de leurs droits. Des jeunes passent une tête et questionnent : " Mais vous êtes toujours là ? " Oui. Les habitants de Jahachine resteront aux côtés de ces dizaines de milliers de révolutionnaires jusqu'au départ d'Ali Abdallah Saleh. Car pour eux, le cheikh Mansour n'est que le produit d'un régime corrompu et injuste.

Sentant que le vent de la révolte pourrait lui aussi l'emporter, le vieux cheikh a proposé d'indemniser ses victimes, à hauteur de 520 000 euros. Ceux de Jahachine ont refusé, bien conscients de la volonté de leur maître de disposer, à moindres frais, d'une caution révolutionnaire. Dans les tentes voisines, les autres protestataires observent avec respect ces paysans peu bavards. Pour Mourad Abd Al-Haki, de Taëz, " du fait de leur ancienneté, ils devraient faire partie des leaders de cette révolution ". Pour Mohammed Sultant Chaibani, responsable d'un mouvement de la jeunesse, " ils sont le noyau de ce combat d'aujourd'hui "

Comme les autres protestataires, Ali Mohammed Kassem imagine les attributs d'un nouveau Yémen. La justice et l'égalité y régneront, et les forces de sécurité feront respecter les règles du droit. " Jahachine fera alors partie intégrante de la carte de la République du Yémen, car aujourd'hui c'est une réserve naturelle pour le cheikh Mansour. Nous sommes des gens simples et faibles, mais nous n'aurons plus besoin d'un cheikh, simplement d'un Etat pour nous protéger ", dit-il.

Place du Changement, les habitants de Jahachine se sentent pleinement solidaires d'un peuple yéménite lui aussi entré en révolte, même s'il avait été bien peu solidaire au cours des dernières années, les laissant défier, seuls, l'autorité d'un vieux poète tyrannique protégé par ses vers et motivé par le gain. Philosophe, Ali Mohammed Kassem regarde passer un cortège chantant d'opposants : " Nous avons été les premiers à dénoncer l'injustice, nous avons même vieilli à cause de cette histoire. Mais après la révolution, nous le savons, nous serons de nouveau tout en bas de la liste. "

François-Xavier Trégan

## MAROC

### Tensions politiques...

L'article vient visiblement d'un partisan d'une étatisation dépolitisante.

Ceci dit, il traduit sans doute a contrario l'existence d'une politisation effective des mouvements de la jeunesse, en particulier au Maroc...

Réformes : Comment le Mouvement du 20 février a perdu son autonomie

Les jeunes militants de Facebook sont de plus en plus relégués au deuxième plan face à Al Adl Wal Ihssane et Annahj

Addimocrati.

Près de quatre mois après sa naissance, le Mouvement des jeunes du 20 février subit l'influence de plus en plus remarquable de la mouvance islamiste Al Adl Wal Ihssane et du parti de l'extrême gauche Annahj Addimocrati. Dès son lancement, ce Mouvement de protestation a plaidé pour des réformes politiques, économiques et sociales. Un cahier revendicatif qui ne cesse de changer au gré des diktats des islamistes et des gauchistes. Les jeunes militants de Facebook sont de plus en plus relégués au deuxième plan face à Al Adl Wal Ihssane et Annahj Addimocrati. Les agendas politiques des islamistes de Cheikh Yassine et des gauchistes de Abdellah El Harrif l'emportent désormais sur la voix des jeunes. Les manifestations du Mouvement du 20 février ayant eu lieu, dimanche 8 mai, dans différentes régions du Maroc apportent les preuves de ce constat. Les islamistes et les gauchistes, fortement présents lors de ces marches, ont tenu à mettre en valeur leurs idéologies et leurs projets politiques radicalistes qui sont en contradiction avec le processus de réforme enclenché au Maroc et qui vise à faire entrer le pays dans une nouvelle ère démocratique et de modernisation. L'ardent militantisme des jeunes a, ainsi, cédé la place à la manipulation et à l'exploitation politicienne. Une situation où des risques de dérapages pourraient naître des attitudes irresponsables des uns et des autres. Les réactions recueillies par ALM s'accordent pour affirmer qu'il existe au sein du Mouvement du 20 février des parties qui cherchent à le récupérer pour atteindre leurs propres objectifs. Ce ne sont pas uniquement les observateurs neutres qui le disent mais aussi certains membres du Mouvement qui sont conscients du danger qui guète le 20 février. «Le Mouvement du 20 février risque de se perdre entre trois grands courants. D'un côté, il y a Annahj Addimocrati, parti de la gauche radicale, qui croit toujours aux valeurs de la révolution bolchevique qui remontent à cent ans. D'un autre côté, il y a la mouvance Al Adl Wal Ihssane qui tient à des idées chimériques et veut instaurer la Khilafa dans le Maroc. Le troisième courant, pour sa part, qui est le plus dangereux, est celui qu'on ne connaît pas. Il s'agit d'une main invisible qui tire le Mouvement vers l'inconnu. Ce dernier constitue, d'ailleurs, un acteur très fort», confie Hocine Abenkcer, usfpéiste, membre du Mouvement du 20 février-section Casablanca (voir entretien page 7). «Pour éviter les dérapages, je pense que chaque composante du Mouvement du 20 février peut faire exprimer ses propres idées et positions à travers ses propres canaux loin du Mouvement. Pour préserver l'unité, la continuité et la popularité du Mouvement du 20 février, il faut respecter son autonomie», souligne, pour sa part, Ali Fkir, membre de l'AMDH et membre du Mouvement du 20 février-section Mohammedia (voir entretien page 6). Même son de cloche auprès de Khadija Rouissi, présidente de Bayt Al-Hikma. «Ce Mouvement risque de perdre son autonomie s'il ne prend pas en compte certains agissements en son sein. Il est important de relever que dans certaines villes, le Mouvement est victime des visées de certains groupuscules extrémistes. C'est notamment le cas à Fès, Marrakech, Rabat... Certains groupes non démocrates souhaitent diriger le Mouvement», souligne-t-elle (voir entretien page 5). «Le danger réside dans le fait qu'il n'y a pas une compatibilité entre les différentes composantes du Mouvement du 20 février. Les adhérents s'unissent dans la forme de la protestation mais pas dans le contenu», explique, pour sa part, Abdelkader Elkihel, secrétaire général de la Jeunesse istiqlalienne (voir entretien page 6).

Aussi, le politologue Mohamed Darif estime que la mouvance Al Adl Wal Ihssane investit politiquement dans les manifestations du 20 février. «La crainte de voir le Mouvement du 20 février récupérer par certaines parties ne date pas d'aujourd'hui. Depuis le premier appel à la manifestation le 17 janvier dernier, on a commencé à exprimer cette inquiétude. On a bien vu que suite à cet appel, plusieurs associations avaient exprimé leur soutien au Mouvement qui prendra par la suite le nom du 20 février, en plus de certains partis de gauche et Al Adl Wal Ihssane. Il y avait à l'époque deux principales tendances. Certains disaient qu'il fallait laisser ce Mouvement aux jeunes pour qu'ils puissent exprimer leurs positions et encadrer les citoyens dans le cadre de la revendication des réformes. D'autres, disaient, en revanche, qu'il fallait absolument apporter de l'aide à ces jeunes qui ne constituaient au départ que des groupes virtuels. Ainsi, le Mouvement a fini par obtenir le soutien de plusieurs parties», souligne M. Darif dans une déclaration à ALM. «La question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir comment peut-on définir le Mouvement du 20 février? La réalité c'est qu'on ne peut pas définir le 20 février isolément des forces qui le soutiennent notamment Al Adl Wal Ihssane et la gauche radicale. L'amalgame a été accentué par le fait que ce Mouvement n'est pas une organisation mais un espace de manifestation», ajoute-t-il. «Ce que nous constatons actuellement c'est que le Mouvement perd son élan ces derniers temps. Les sit-in et les manifestations par million de personnes n'ont finalement pas eu lieu. Nous n'avons plus que des manifestations qui se tiennent une fois chaque mois. En plus, les slogans scandés diffèrent selon les villes. Cette perte d'élan s'explique par le fait que certains jeunes ont été convaincus par le processus de réforme en cours. D'autres qui voulaient la reproduction du scénario égyptien au Maroc ont été persuadés par les drames en Libye et en Syrie et veulent désormais que les réformes aient lieu tout en ne remettant pas en cause la stabilité du pays. Or, cette perte de vitesse n'est pas de l'intérêt d'Al Adl Wal Ihssane. C'est ce qui explique sa descente en force dans la rue ces derniers temps dans le cadre du Mouvement du 20 février, notamment

à Fès. Al Adl a ainsi scandé des slogans se rapportant à son idéologie. Pour ne pas dire récupération du Mouvement, on peut dire qu'Al Adl fait des investissements politiques lors des manifestations étant la première force lors des manifestations», précise M. Darif.

Le 13-05-2011 à 10:13

Par : Mohamed Aswab

## DIVERS

Salutation des travailleurs-euses  
de l'Université de São Paulo aux  
grévististes de l'ENS



### **Inde : Les Naxalites**

Reportage Arte : [http://videos.arte.tv/fr/videos/le\\_dessous\\_des\\_cartes-3872884.html](http://videos.arte.tv/fr/videos/le_dessous_des_cartes-3872884.html)

Je ne savais pas qu'ils étaient en plein développement et qu'ils intervenaient désormais sur 1/5 ou 1/4 du territoire indien (voir carte ci-dessous) !

Où se vérifie que l'Inde est un pays cloisonné, à deux régimes disjoints (encore une réalisation du développement séparé) : 2/3 de la population vit à l'écart du développement!



*Égalité '68*  
(site d'agitation politique)

<http://www.egalite68.fr>  
[egalite68@noos.fr](mailto:egalite68@noos.fr) / [egalite68@numericable.fr](mailto:egalite68@numericable.fr)